

Les modèles économiques de l'accès libre : réflexions à partir de l'expérience d'Érudit

The Economic Models of Open Access : The Lessons Drawn From Erudit

Modelos económicos de acceso abierto : reflexiones a partir de la experiencia con Érudit

Émilie Paquin

Volume 59, Number 3, July–September 2013

Bibliothèques numériques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1018845ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1018845ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (print)

2291-8949 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Paquin, É. (2013). Les modèles économiques de l'accès libre : réflexions à partir de l'expérience d'Érudit. *Documentation et bibliothèques*, 59(3), 155–160. <https://doi.org/10.7202/1018845ar>

Article abstract

The Erudit platform (<http://www.erudit.org/>) is an important information resource in Québec. Its collections and their use are constantly evolving. In spite of this, the financing of Erudit is troublesome. This article outlines the principal issues facing an organisation such as Erudit as it assesses its business model and examines the impact of different financing options of open access, not only regarding the free circulation of research results but on the research itself, on the areas of study as well as the independence with which it is undertaken.

Les modèles économiques de l'accès libre : réflexions à partir de l'expérience d'Érudit

ÉMILIE PAQUIN

Coordonnatrice édition et partenariats
Consortium Érudit
emilie.paquin@umontreal.ca

RÉSUMÉ | ABSTRACTS | RESUME

La plateforme Érudit (<<http://www.erudit.org/>>) est une institution phare dans le domaine de la documentation au Québec. Ses collections, comme sa consultation, sont en progression continue. Malgré cela, le financement d'Érudit reste problématique. Il s'agira d'abord, dans cet article, de dresser un portrait des principaux défis auxquels fait face une structure comme Érudit au moment de revoir son modèle d'affaires, et de souligner, ensuite, l'impact des modes de financement de l'accès libre, non seulement sur la libre circulation des résultats de la recherche, mais aussi sur la recherche elle-même, sur les domaines qu'elle défriche et sur l'indépendance avec laquelle elle est conduite.

The Economic Models of Open Access : The Lessons Drawn From Erudit

The Erudit platform (<http://www.erudit.org/>) is an important information resource in Québec. Its collections and their use are constantly evolving. In spite of this, the financing of Erudit is troublesome. This article outlines the principal issues facing an organisation such as Erudit as it assesses its business model and examines the impact of different financing options of open access, not only regarding the free circulation of research results but on the research itself, on the areas of study as well as the independence with which it is undertaken.

Modelos económicos de acceso abierto : reflexiones a partir de la experiencia con Érudit

La plataforma Érudit (<http://www.erudit.org/>) es una institución clave en el campo de la documentación en Quebec. Sus recopilaciones, así como sus consultas, se encuentran en constante crecimiento. Sin embargo, el financiamiento de Érudit aún resulta problemático. En este artículo, delinearemos los principales desafíos a los que debe hacer frente una estructura como Érudit al revisar su modelo de negocios, y luego destacaremos el impacto de los métodos de financiamiento de acceso abierto, no sólo sobre la libre circulación de los resultados de la investigación, sino también sobre la propia investigación, los campos de su competencia y la independencia con la que se desarrolla.

Le cri d'alarme

EN AVRIL 2012, ROBERT DARNTON, directeur des bibliothèques de l'Université Harvard, tirait la sonnette d'alarme. Dans une note publiée sur son site Web et envoyée à 2 100 professeurs et employés, il exhortait les membres de sa communauté à diffuser librement sur Internet leurs travaux de recherche. L'Université américaine, pourtant très richement dotée, rejoignait ainsi avec éclat un mouvement grandissant en faveur de l'accès libre au moment même où des milliers d'universitaires du monde entier signaient une pétition appelant au boycott de Elsevier, géant hollandais de l'édition numérique savante vendant plus de 2 000 revues à travers différents outils informatiques sophistiqués. Darnton, comme plusieurs autres, proposait ainsi une sortie de crise apparemment à portée de main : au capital venant vampiriser scandaleusement le labeur des chercheurs, il s'agissait simplement de tourner le dos. Nul besoin de déboursier une fortune pour ce qui est disponible gratuitement, la logique est implacable...

Rencontrant un succès certain en physique et en mathématiques, disciplines qui disposent d'un important dépôt d'archives ouvertes nommé ArXiv (<<http://arxiv.org/>>), la solution avancée par Darnton demeure toutefois encore largement sous-utilisée dans le domaine des sciences humaines et sociales (SHS) alors que les ressources en accès libre sont peu ou mal intégrées aux catalogues des bibliothèques (Bester et Mounier 2011). Capital symbolique très fort attaché au mode traditionnel de publication en SHS, contraintes budgétaires qui forcent les bibliothèques à se concentrer sur l'intégration des documents pour lesquelles elles déboursent de l'argent plutôt que sur celles qui sont disponibles sans frais... plusieurs raisons peuvent être invoquées pour élucider les paradoxes de l'accès libre qui n'entament pas le consensus large existant dans le milieu universitaire sur l'importance d'un libre accès aux résultats de la recherche. Elles démontrent plutôt la complexité de ce principe dont les modalités structurelles et financières d'application se trouvent au cœur d'un débat à l'issue indéterminée et, fort possiblement, plurielle.

Fondée en 1998, la plateforme québécoise Érudit diffuse aujourd'hui l'essentiel de la recherche et de la création publiées sous forme de revue en français au

Malgré une vitalité évidente, dont témoigne l'accroissement continu de ses activités éditoriales, l'équilibre d'Érudit reste fragile et ne lui permet pas de faire l'économie d'une réflexion large touchant aux modes de production, de diffusion et de financement de la recherche.



Canada, ce qui représente un catalogue de plus de cent vingt titres. En près de quinze années d'activités, Érudit est ainsi devenu un des piliers de l'accès libre au pays et dans le monde francophone en vertu d'une philosophie tablant sur une combinaison de différentes formules d'accès libre : l'accès libre différé (ou accès aux ressources soumis à un embargo de deux ou trois ans), l'accès libre « or » et l'accès libre « vert »¹. Malgré une vitalité évidente, dont témoigne l'accroissement continu de ses activités éditoriales, l'équilibre d'Érudit reste fragile et ne lui permet pas de faire l'économie d'une réflexion large touchant aux modes de production, de diffusion et de financement de la recherche. Il s'agira ainsi, dans cet article, de rappeler les particularités de la plateforme Érudit, de dresser un portrait du paysage au sein duquel elle évolue, et de présenter le type de bibliothèque numérique qu'est Érudit afin de souligner la problématique qui émerge au moment de redéfinir les modes de financement de ses activités éditoriales et de son infrastructure de diffusion.

Érudit, l'hybridation d'un modèle au service de la communauté

Depuis le lancement de sa deuxième version, en 2004, la plateforme Érudit est structurée autour de quatre zones correspondant à quatre types de documents scientifiques : les revues, les livres et actes, les thèses et les documents et données (prépublications et littérature grise). Érudit dispose ainsi de deux zones dédiées à la promotion et à la valorisation de la recherche publiée dans les organes traditionnels de diffusion de la recherche (les revues et les livres), et de deux zones de type « service à la collectivité » (les thèses et les documents et données).

Près de 25 % des revues et la totalité des livres et actes diffusés sur Érudit le sont sans restriction aucune (accès libre « or »), tandis qu'une barrière mobile de deux ou trois ans diffère l'accès aux numéros courants de 75 % de la collection de revues, ce qui permet aux

directions de revues de continuer à tirer des revenus de la vente d'abonnements. Grâce à ce modèle souple, qui permet aux éditeurs de choisir la formule qui convient à leur mode de financement et à leur philosophie, 95 % du contenu de ces deux zones est librement accessible depuis Érudit, sur Internet et dans la plupart des outils de découverte sans but lucratif ou commerciaux tels que la plateforme française Isidore (<<http://www.rechercheisidore.fr/>>) ou encore l'outil Primo Central Index (<www.exlibrisgroup.com/>), qui offrent un point d'accès unifié à des collections de documents scientifiques publiés sur le Web.

Les zones « Thèses » et « Documents et données » prennent quant à elles appui sur le principe de l'accès libre « vert », un mode d'accès reposant sur la diffusion de documents scientifiques non publiés (prépublications, données de recherche, thèses, etc.) par les chercheurs eux-mêmes ou les institutions de recherche auxquelles ils sont rattachés. La zone « Thèses » est alimentée par moissonnage OAI-PMH de dépôts institutionnels², dont les métadonnées sont intégrées pour indexation dans le moteur de recherche Érudit avec redirection vers la plateforme d'origine. La zone « Documents et données » offre pour sa part, aux centres de recherches québécois qui en font la demande, un espace de diffusion et d'archivage des résultats de leurs activités scientifiques³. À titre d'exemple, les chercheurs rattachés à un centre disposant d'un espace dans Érudit seraient, grâce à ce dernier service, en mesure de répondre à l'appel de Robert Darnton et de déposer en libre accès des versions non officielles de leurs articles.

Érudit est ainsi non seulement une des seules plateformes à donner accès depuis un moteur de recherche centralisé à une grande variété de publications scientifiques, mais aussi une des rares structures à combiner différents types d'accès libre. C'est d'ailleurs cette particularité qui a permis à Érudit de bâtir, au fil des ans, un vaste corpus de documents de recherche en accès libre, tout en maintenant un niveau de services se rapprochant de ceux offerts aux institutions documentaires par les éditeurs commerciaux. En cela, la voie empruntée par Érudit a concrètement permis aux structures éditoriales représentées et aux institutions partenaires d'éviter les écueils qui guettent communément les publications en accès libre, à savoir une faible cohésion des données nuisant à leur indexation et à leur repérage, une intégration souvent imparfaite ou inégale dans les catalogues de bibliothèques, un risque de dispersion sur le Web et une pérennité problématique des liens et des collections. Elle leur a permis, en clair, de bénéficier de services d'édition numérique professionnels, assurant une structuration maximale des données aussi bien que

1. En vertu de l'accès libre « or » les revues sont immédiatement diffusées sans que des frais soient chargés aux lecteurs alors que l'accès libre « vert » correspond à une solution basée sur l'auto-archivage. Les auteurs déposent eux-mêmes leurs prépublications et articles sur Internet ou dans des dépôts institutionnels, aussi appelés archives ouvertes.

2. En ce moment, cinq institutions québécoises se prévalent de ce service : l'Université de Montréal, l'Université Laval, l'Université du Québec à Montréal, l'Université du Québec à Chicoutimi et l'Université McGill.

3. Trente-quatre centres de recherche disposent d'un espace dans la zone « Documents et données ».

l'investissement des universités dans leurs dépôts institutionnels, qui peuvent accueillir des versions non officielles d'articles diffusés par ailleurs en restriction complète.

À ce tableau binaire nécessairement un peu simpliste s'ajoutent des moyens de financement périphériques ou complémentaires de l'accès libre, tels que le recours à la publicité ou à la vente de copies imprimées, qui ne sont pas ici présentés plus longuement en ce qu'ils ne permettent pas d'illustrer les tensions qu'exercent les deux grands modèles économiques de l'accès libre décrits plus haut sur le financement de la recherche.

En effet, il apparaît que le poids financier que portent les bibliothèques, même lorsqu'elles versent directement dans les poches de multinationales des sommes indues pour des revues qui ont été rachetées au cours des dernières années à des fins monopolistiques, se trouve aussi à être un pouvoir. Un pouvoir qu'elles peinent à exercer dans le contexte actuel, il est vrai, mais un pouvoir tout de même, dont il est rarement question et qui concerne le fragile équilibre existant entre les résultats de la recherche et le financement de la recherche elle-même. Par la fonction de régulation idéalement neutre que jouent les bibliothèques dans la dynamique de l'offre et de la demande régissant le domaine des publications savantes, les bibliothèques agissent en effet comme tiers partie entre les éditeurs et les chercheurs. Elles acquièrent, organisent et donnent accès de façon optimale à des ressources qu'elles ont choisies pour leur pertinence. Elles mettent à profit, donc, le savoir-faire de leur profession pour le plus grand bénéfice de leurs usagers qui ne trouvent pas forcément le même niveau d'exhaustivité et de cohérence dans les dépôts institutionnels, conçus comme des outils permettant, entre autres, de contourner les dérives des commerciaux. Alimentés par les chercheurs eux-mêmes, les dépôts pèchent en effet par la faible cohérence de leurs données et le caractère hétéroclite de leurs collections, et semblent en cela une voie de contournement plutôt qu'une solution durable, mais l'avenir qui se dessine rapidement nous le dira.

Conclusion

Un bref retour sur les particularités d'Érudit, ainsi que sur les caractéristiques de la recherche qui y est diffusée en rapport avec ses grandes tendances à l'échelle internationale, font voir l'importance de l'entreprise qu'est devenue Érudit ainsi que les défis nombreux qui sont aujourd'hui les siens. Ils illustrent la marge de manœuvre relativement limitée d'une plateforme comme Érudit au moment de redéfinir son modèle d'affaires, limitation liée à des intérêts politiques et économiques qui débordent le spectre de son champ d'action immédiat. Ses particularités démontrent, enfin, l'importance de trouver, dans cette réflexion entou-

rant le financement de la diffusion des résultats de la recherche, des moyens pour que la question qui se pose dans la chaîne éditoriale savante reste « qu'est-ce qui vaut la peine d'être lu ? » au lieu de devenir « qu'est-ce qui vaut la peine d'être financé ? ». De faire en sorte, donc, que l'allègement du fardeau financier, lequel est actuellement porté par les bibliothèques, ne soumette pas trop directement la recherche diffusée en accès libre aux visées des organismes privés et publics qui la financent. Concrètement, de s'assurer que la libre circulation des résultats de la recherche ne se paie pas au prix de l'indépendance de la recherche elle-même.

Il semble qu'il y ait, dans cette volonté qui presse le milieu universitaire d'être entièrement libre pour ne pas être absolument payant, un danger qui menace la liberté de penser qu'un modèle économique s'appuyant sur un financement assuré par les lecteurs s'offre aux petites structures éditoriales que sont les revues savantes. L'endossement sans équivoque de l'accès libre par l'OCDE (OCDE 2007) devrait, sinon nous en convaincre, à tout le moins nous inciter à garder un œil critique sur cette grande — et nécessaire — utopie qu'est le libre accès à la recherche scientifique. ◻

Sources consultées

- Bester, Emma et Pierre Mounier. 2011. *Usages des ressources en libre accès dans les bibliothèques universitaires et services communs de documentation. Le cas de Revues.org*. <http://hal.archives-ouvertes.fr/sic_00627672/> (consulté le 4 mai 2012).
- Crow, Raym. 2009. *Income models for open access: An overview of current practice*. Washington : Scholarly Publishing & Academic Resources Coalition. <http://www.arl.org/sparc/bm~doc/incomemodels_v1.pdf> (consulté le 4 mai 2012).
- Éloire, Fabien. 2010. Le classement de Shanghai. Histoire, analyse et critique. *L'Homme et la société*, 4 (178) : 17-38.
- Godin, Benoît. 2002. Les pratiques de publication des chercheurs : les revues savantes québécoises entre impact national et visibilité internationale. *Recherche sociographiques*, 43 (3) : 465-498.
- Guédon, Jean-Claude. 2008. *Accès libre, archives ouvertes et Éditions : les stratégies du possible*. <<http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/docs/00/27/77/55/PDF/guedonstylelodel.pdf>> (consulté le 4 mai 2012).
- Guthrie, Kevin, Rebecca Griffiths et Nancy Maron. 2008. *Sustainability and revenue models for online academic resources : An Ithaka report*. <http://sca.jiscinvolve.org/wp/files/2008/06/sca_ithaka_sustainability_report-final.pdf> (consulté le 4 mai 2012).
- Herb, Ulrich. 2010. Sociological implications of scientific publishing : Open access, science, society, democracy, and the digital divide. *First Monday*, 15, 2. <<http://firstmonday.org/htbin/cgiwrap/bin/ojs/index.php/fm/article/view/2599/2404>> (consulté le 4 mai 2012).
- OCDE. 2007. *Principes et lignes directrices de l'OCDE pour l'accès aux données de la recherche financée sur fonds publics*. <<http://www.oecd.org/fr/science/politiquestechnologiques/38500823.pdf>> (consulté le 4 mai 2012).
- Waltham, Mary. 2010. The future of scholarly journal publishing among social science and humanities associations : Report on a study funded by a planning grant from the Andrew W. Mellon Foundation. *Journal of Digital Publishing*, 41 (3) : 257-324.